PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL
DU GOUVERNEMENT

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité* Travail *Progrès

Décret n° 2014-254 du 13 juin 2014
portant ratification de l'accord de financement entre la République du Congo et l'association internationale de développement pour le financement du projet de système de filets sociaux

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu la loi n°19-2014 du 13 juin 2014 autorisant la ratification de l'accord de financement entre la République du Congo et l'association internationale de développement pour le financement du projet de système de filets sociaux ;
Vu le décret n° 2012-1035 du 25 septembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement.

DECRETE :

Article premier : Est ratifié l'accord de financement entre la République du Congo et l'association internationale de développement pour le financement du projet de système de filets sociaux, dont le texte est annexé au présent décret.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo./-

Fait à Brazzaville, le 13 juin 2014

Denis SASSOU-N'GUESSO.-

Par le Président de la République,

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances, du plan, du portefeuille public et de l'intégration,

Gilbert ONDONGO.-

La ministre des affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité,

Emilienne RAOUL.-

Version négociée

NE PAS DIFFUSER
Département juridique
PROJET CONFIDENTIEL
19 Février 2014

Version négociée
CRÉDIT NUMÉRO 5358-CG

Accord de Financement

(LISUNGI – Projet de Système de Filets Sociaux)

entre

LA RÉPUBLIQUE DU CONGO

et

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

En date du 19 Février, 2014

Version négociée

CRÉDIT NUMÉRO 5358 -CG

ACCORD DE FINANCEMENT

ACCORD, en date du _____19 Février_____ 2014, entre la RÉPUBLIQUE DU CONGO (le « Bénéficiaire ») et l'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT (l'« Association »). Le Bénéficiaire et l'Association conviennent par les présentes ce qui suit :

ARTICLE I — CONDITIONS GÉNÉRALES ; DÉFINITIONS

1.01. Les Conditions Générales (telles que définies dans l'Appendice au présent Accord) font partie intégrante du présent Accord.

1.02. À moins que le contexte ne requière une interprétation différente, les termes en majuscule utilisés dans le présent Accord ont les significations qui leur sont données dans les Conditions Générales ou dans l'Appendice au présent Accord.

ARTICLE II — LE FINANCEMENT

2.01. L'Association accepte de mettre à la disposition du Bénéficiaire, aux conditions stipulées ou visées dans le présent Accord, un crédit d'un montant égal à la contre-valeur de un million quatre cent mille Droits de Tirage Spéciaux (DTS 1 400 000) (le « Crédit » ou le « Financement ») pour contribuer au financement du projet décrit dans l'Annexe 1 au présent Accord (le « Projet »).

2.02. Le Bénéficiaire peut retirer les fonds du Financement conformément aux dispositions de la Section IV de l'Annexe 2 au présent Accord.

2.03. Le Taux Maximum de la Commission d'Engagement que doit verser le Bénéficiaire sur le Solde Non Décaissé du Financement est de un demi de un pour cent (1/2 de 1 %) par an).

2.04. Le taux de la Commission de service payable par le Bénéficiaire sur le principal du Crédit retiré mais non remboursé est de trois-quarts de un pour cent (3/4 de 1 %) par an.

2.05. Les Intérêts Dus par le Bénéficiaire sur le Solde Retiré du Crédit sont égaux à un et un quart pour cent (1,25 %) par an.

2.06. Les Dates de paiement sont le 15 juin et le 15 décembre de chaque année.

2.07. Le montant en principal du Crédit est remboursé conformément au calendrier d'amortissement stipulé à l'Annexe 3 au présent Accord.

2.08. La Monnaie de Paiement est le Dollar Américain.

ARTICLE III — LE PROJET

3.01. Le Bénéficiaire déclare qu'il souscrit pleinement à l'objectif du Projet. À cette fin, le Bénéficiaire exécute le Projet par l'intermédiaire du Ministère des Affaires Sociales, de l'Action Humanitaire et de la Solidarité conformément aux dispositions de l'Article IV des Conditions Générales.

3.02. Sans préjudice des dispositions de la Section 3.01 du présent Accord, et à moins que le Bénéficiaire et l'Association n'en conviennent autrement, le Bénéficiaire prend les dispositions nécessaires pour que le Projet soit exécuté conformément aux dispositions de l'Annexe 2 au présent Accord.

ARTICLE IV - ENTRÉE EN VIGUEUR ; EXPIRATION

4.01. Les Autres Conditions d'Entrée en Vigueur sont les suivantes :

a) le Bénéficiaire a déposé deux milliard trois cent million de Francs CFA (2 300 000 000 FCFA) dans le Compte des Fonds de Contrepartie du Projet conformément aux dispositions de la Section I.E de l'Annexe 2 au présent Accord ; et

b) Le Bénéficiaire a adopté le Manuel d'Exécution du Projet conformément aux dispositions de la Section I.B.1 de l'Annexe 2 au présent Accord.

4.02. La Date Limite d'Entrée en Vigueur est la date tombant quatre-vingt-dix (90) jours après la date de signature du présent Accord.

4.03. Aux fins des dispositions de la Section 8.05 (b) des Conditions Générales, la date à laquelle prennent fin les dispositions relatives aux obligations du Bénéficiaire en vertu du présent Accord (autres que les dispositions relatives aux obligations de paiement) tombe vingt (20) ans après la date du présent Accord.

ARTICLE V — REPRÉSENTANT ; ADRESSES

5.01. Le Représentant du Bénéficiaire est son ministre chargé des finances.

5.02. L'Adresse du Bénéficiaire est :

Ministère de l'Économie, des Finances, du Plan, du Portefeuille Public et de l'Intégration
Avenue Foch
B.P. 2083
Brazzaville
République du Congo

Télécopie :

(242) 2281.43.69

5.03. L'Adresse de l'Association est :

Association Internationale de Développement
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433
États-Unis d'Amérique

Adresse télégraphique :	Télex :	Télécopie :
INDEVAS	248423 (MCI)	1-202-477-6391
Washington, D.C.		

SIGNÉ* à Brazzaville, République du Congo, les jour et an que dessus.

LA RÉPUBLIQUE DU CONGO

Par

_____

Représentant Habilité

Nom : _____Gilbert ONDONGO_____

Titre : Ministe d'Etat Ministre des Finances

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

Par

_____

Représentant Habilité

Nom : ____Eustache OUAYORO____

Titre : _____Directeur des Opérations

*L'Accord est signé dans sa version originale en anglais

Version négociée

ANNEXE 1

Description du Projet

Le Projet a pour objectif de mettre en place les principaux piliers d'un système national de filets sociaux et de piloter la mise en œuvre d'un programme de transferts monétaires pour permettre aux ménages les plus pauvres des zones participantes d'accéder plus facilement aux services de santé et d'éducation.

Le Projet comprend les composantes ci-après :

Composante 1: Mise en place des principaux piliers d'un système national de filets sociaux et amélioration des capacités locales

a) Mise en œuvre d'un programme d'action visant à établir les éléments de base d'un système national de filets sociaux grâce notamment aux activités suivantes : i) A) l'élaboration et la mise en œuvre d'un système de gestion de l'information, grâce notamment à la fourniture et à l'installation de plateformes de TIC appropriées, de matériel et logiciels informatiques, de connexions internet, de réseaux locaux et d'un support technologique mobile ; B) la création et gestion d'un registre de Destinataires potentiels ; C) l'élaboration et l'exécution d'une stratégie globale d'information, d'éducation et de communication à l'échelle nationale et au niveau des CAS ; et D) l'élaboration et l'application de systèmes et de procédures de suivi et d'évaluation appropriés ; et ii) la fourniture de services de Formation en technologie de l'information aux usagers *(dans la mesure où cet aspect n'est pas traité au titre de la Composante 3 ci-après).*

b) La réalisation d'études sur les besoins particuliers de groupes vulnérables tels que les handicapés et les populations autochtones.

Composante 2 : Renforcement de la demande en services grâce à un Programme de Transferts Monétaires

Mise en œuvre d'un programme de transferts monétaires (« Programme de Transferts Monétaires ») destiné à améliorer l'utilisation des services par les ménages éligibles et dûment enregistrés (« Destinataires »).

Composante 3 : Gestion du Projet et suivi et évaluation

Renforcer la capacité de l'Unité de Gestion du Projet LISUNGI à assurer la coordination, la mise en œuvre et la gestion quotidiennes des activités et des résultats du Projet (y compris les aspects fiduciaires, les activités de suivi et d'évaluation, la réalisation d'audits et l'établissement de rapport) grâce à des services d'assistance technique, des activités de Formation, la couverture des

Charges d'Exploitation, des services autres que des services de consultants et l'acquisition de fournitures nécessaires à cet effet.

ANNEXE 2

Exécution du Projet

Section I. Dispositions Institutionnelles et Modalités d'Exécution

A. Dispositions institutionnelles

1. Ministère des Affaires Sociales, de l'Action Humanitaire et de la Solidarité

Le Bénéficiaire désigne à tout moment, durant l'exécution du Projet, le Ministère des Affaires Sociales, de l'Action Humanitaire et de la Solidarité (« MASAHS ») pour être responsable de la supervision et de la gestion prompte et efficace de la mise en œuvre des activités dans le cadre du Projet, et prend toutes les mesures nécessaires, notamment la fourniture de fonds, de personnel et d'autres ressources, pour permettre au MASAHS de s'acquitter de ladite responsabilité.

2. Comité d'Orientation Stratégique

a) Sans préjudice des dispositions du paragraphe (1) figurant immédiatement ci-dessus, le Bénéficiaire constitue puis maintient en place, à tout moment, durant l'exécution du Projet, un Comité d'Orientation Stratégique dont la composition, le mandat et les ressources sont jugés acceptables par l'Association, et qui est chargé de définir les orientations stratégiques et les orientations sur les politiques à suivre pour la mise en œuvre du Projet.

b) Sans préjudice des dispositions de l'alinéa (a) figurant immédiatement ci-dessus, le Comité d'Orientation Stratégique est chargé notamment i) d'examiner et d'approuver les plans de travail et budgets annuels du Projet ; ii) d'examiner les progrès réalisés en direction des objectifs du Projet ; iii) de faciliter la coordination des activités du Projet et l'élimination de tout obstacle à la mise en œuvre du Projet ; et iv) de suivre et d'évaluer l'impact des activités du Projet.

3. Unité de Gestion du Projet LISUNGI

a) Le Bénéficiaire confie, à tout moment, durant l'exécution du Projet, à l'Unité de Gestion du Projet LISUNGI, la responsabilité, entre autres, de la coordination et de la mise en œuvre quotidiennes, prompte et efficace, des activités et des résultats du Projet ainsi que de l'établissement de rapports et de la communication d'informations à ce sujet. À cet effet, le Bénéficiaire prend toutes les mesures nécessaires, notamment la fourniture de fonds, de personnel (dont les qualifications, l'expérience et les termes de référence sont dans tous les cas jugés satisfaisants par l'Association) et d'autres ressources, jugées satisfaisantes par l'Association, pour permettre à l'Unité de Gestion du Projet LISUNGI de s'acquitter de ladite responsabilité.

b) Sans préjudice des dispositions de l'alinéa (a) du présent paragraphe, l'Unité de Gestion du Projet LISUNGI est chargée entre autres i) de la préparation de plans

de travail et budgets annuels en vue de leur approbation par le Comité d'Orientation Stratégique ; ii) des aspects fiduciaires du Projet (gestion financière et passation de marchés et contrats) ; iii) de la préparation et de la synthèse des rapports financiers et rapports d'avancement périodiques ; iv) du suivi et de l'évaluation des activités du Projet ; v) de la concertation avec les autres parties prenantes sur les questions liées à la mise en œuvre du Projet ; et vi) de la fourniture d'un soutien administratif aux organismes d'exécution.

B. Modalités d'Exécution

1. Manuel d'Exécution du Projet (*Manuel Opérationnel ; Manuel de Gestion Financière ; Manuel du Programme de Transferts Monétaires)*

a) Le Bénéficiaire prépare, sur la base de termes de référence jugés acceptables par l'Association, un manuel d'exécution du Projet comprenant : i) un manuel opérationnel contenant une description détaillée des modalités et procédures à suivre pour mettre en œuvre le Projet, notamment : A) les activités de renforcement des capacités nécessaires à la réalisation durable de l'objectif du Projet ; B) les modalités de passation de marchés, de gestion financière et de décaissement ; C) l'administration institutionnelle, la coordination et la mise en œuvre quotidienne des activités du Projet ; D) les activités de suivi, d'évaluation, de préparation de rapports, d'information, de sensibilisation et de communication relatives aux activités du Projet ; E) toutes autres dispositions et procédures administratives, financières, techniques et organisationnelles nécessaires au Projet ; ii) un manuel de gestion financière précisant les politiques et procédures à suivre en matière de gestion financière dans le cadre du Projet ; et iii) un manuel relatif au Programme de Transferts Monétaires précisant les politiques et procédures dudit programme.

b) Le Bénéficiaire offre à l'Association la possibilité raisonnable de procéder avec lui à des échanges de vues sur ledit manuel d'exécution du Projet et par la suite adopte ledit manuel d'exécution du Projet tel qu'il aura été approuvé par l'Association (le « Manuel d'Exécution du Projet »).

c) Le Bénéficiaire veille à ce que le Projet soit exécuté conformément au Manuel d'Exécution du Projet, étant entendu, toutefois, qu'en cas de divergence entre les dispositions du Manuel d'Exécution du Projet, d'une part, et les dispositions du présent Accord, d'autre part, les dispositions du présent Accord prévalent.

d) Le Bénéficiaire ne modifie aucune disposition du Manuel d'Exécution du Projet, ni n'y fait dérogation, sans avoir obtenu par écrit l'accord préalable de l'Association.

2. Plans de Travail et Budgets Annuels

a) Le Bénéficiaire prépare et communique à l'Association, au plus tard le 31 décembre au cours de chaque Exercice durant la mise en œuvre du Projet, un plan de travail et un budget contenant toutes les activités qu'il est proposé d'inclure dans le Projet au cours de l'Exercice suivant et un plan de financement proposé pour les dépenses nécessaires auxdites activités, stipulant les sources de financement proposées.

b) Chacun desdits plans de travail et budgets précise toute activité de Formation pouvant être nécessaire au titre du Projet, notamment : i) le type de Formation ; ii) le but de la Formation ; iii) le personnel à former ; iv) l'institution ou la personne qui doit fournir la Formation ; v) le lieu et la durée de la Formation ; et vi) le coût de la Formation.

c) Le Bénéficiaire donne à l'Association la possibilité raisonnable de procéder avec lui à des échanges de vues sur chacun des plans de travail et budgets proposés et veille par la suite à ce que le Projet soit exécuté avec la diligence voulue, au cours dudit Exercice suivant, conformément auxdits plans de travail et budgets tels qu'ils ont été approuvés par l'Association (« Plans de Travail et Budgets Annuels »).

d) Le Bénéficiaire n'apporte ni ne permet que soit apportée aucune modification aux Plans de Travail et Budgets Annuels approuvés sans le consentement préalable écrit de l'Association.

C. Programme de Transferts Monétaires

1. *Procédures et critères d'éligibilité*

Aucun Destinataire proposé au titre du Programme de Transferts Monétaires n'est admissible à bénéficier d'un transfert monétaire au titre dudit Programme de Transferts Monétaires à moins que le Bénéficiaire ait établi, sur la base de l'évaluation initiale réalisée conformément à des directives jugées acceptables par l'Association et décrites dans le Manuel d'Exécution du Projet (MEP), que le Destinataire satisfait aux critères d'éligibilité spécifiés ci-dessous et décrits dans ledit MEP :

a) le Destinataire : i) a été présélectionné sur la base d'un système de ciblage reposant, entre autres, sur les éléments suivants : A) un mécanisme de ciblage géographique qui a permis d'identifier les Districts ayant des CAS bien établies et jugés admissibles à participer au Programme de Transferts Monétaires ; B) un mécanisme de ciblage communautaire qui a permis d'identifier les ménages très pauvres et vulnérables dans lesdits Districts ; C) évaluation indirecte des ressources d'existence qui a permis de vérifier l'éligibilité du Destinataire ; D) un processus de tirage aléatoire qui a permis de sélectionner ledit Destinataire ; E)

un processus d'examen de la validation qui a confirmé l'éligibilité dudit Destinataire ; ii) est inscrit sur un registre de Destinataires ;

b) le Destinataire aura reçu, dans le cadre de l'inscription audit registre des Destinataires, une formation au sujet des opérations et des exigences du Programme de Transferts Monétaires, y compris les conditions suivantes applicables aux Destinataires : i) dans les zones où des services de santé sont disponibles : A) tous les enfants du Destinataire âgés de neuf (9) mois ou moins doivent avoir reçu toutes les vaccinations de routine comme en témoigne une carte de vaccination complète ; B) tous les enfants du Destinataire âgés de onze (11) mois ou moins doivent avoir subi des examens de santé une fois par mois; C) tous les enfants du Destinataire âgés entre douze (12) et vingt-trois (23) mois doivent avoir subi des examens médicaux de routine au moins une fois tous les deux (2) mois ; et D) toutes les femmes enceintes du Destinataire doivent avoir subi au moins quatre (4) examens médicaux prénataux et deux (2) examens médicaux post-natals dans les 40 jours suivant l'accouchement ; E) dans les zones où des services d'éducation primaire sont disponibles, tous les enfants du Destinataire en âge de suivre un enseignement primaire doivent se rendre à l'école au moins 80 % de temps chaque mois.

c) le Bénéficiaire a confirmé que le Destinataire satisfait auxdites conditions, le cas échéant.

2. ***Conditions du Programme de Transferts Monétaires***

a) Avant le démarrage du Programme de Transferts Monétaires dans l'un des quelconque Districts, le Bénéficiaire engage, conformément aux dispositions de la Section III de la présente Annexe, une ou plusieurs Agences Chargées des Paiements, dont les termes de référence, la qualification et l'expérience sont jugés satisfaisants par l'Association, pour l'aider à administrer les paiements effectués au titre du Programme de Transferts Monétaires dans ledit District.

b) Le Bénéficiaire suit et évalue, selon des termes de référence jugés satisfaisants par l'Association, la mise en œuvre du Programme de Transferts Monétaires de manière à veiller à ce que les paiements effectués au titre du Programme de Transferts Monétaires soient destinés exclusivement au profit des Destinataires pour des fins productives conformes aux objectifs du Projet.

D. Lutte contre la Corruption

Le Bénéficiaire veille à ce que le Projet soit exécuté conformément aux dispositions des Directives pour la Lutte contre la Corruption.

E. Fonds de Contrepartie du Projet ; Compte des Fonds de Contrepartie du Projet

1. Le Bénéficiaire ouvre, et conserve par la suite, à tout moment, durant l'exécution du Projet, auprès d'une institution financière de la place à des conditions jugées acceptables par l'Association, un Compte des Fonds de Contrepartie du Projet dans lequel tous les fonds de contrepartie requis pour le Projet sont déposés et conservés jusqu'à ce qu'ils soient demandés pour régler les Dépenses Éligibles du Projet.

2. Sans préjudice des dispositions de la Section 4.03 des Conditions Générales, le Bénéficiaire dépose dans le Compte des Fonds de Contrepartie du Projet les montants en Francs CFA ci-après, au plus tard aux dates indiquées en regard desdits montants :

Montant (en Francs CFA)	Date à laquelle le montant doit être déposé au plus tard dans le Compte des Fonds de Contrepartie du Projet
2 300 000 000	Date d'Entrée en Vigueur
3 200 000 000	5 avril 2015
2 000 000 000	1 juin 2016

3. Le Bénéficiaire veille à ce que tous les montants déposés dans le Compte des Fonds de Contrepartie du Projet servent exclusivement à régler les Dépenses Éligibles.

Section II. Suivi et Évaluation du Projet et Préparation de Rapports

A. Rapports de Projet

1. Le Bénéficiaire suit et évalue l'état d'avancement du Projet et prépare des Rapports de Projet conformément aux dispositions de la Section 4.08 des Conditions Générales et sur la base d'indicateurs jugés acceptables par l'Association. Chaque Rapport de Projet couvre la période d'un trimestre calendaire et est communiqué à l'Association au plus tard quarante-cinq (45) jours après la fin de la période couverte par ledit rapport.

2. Le Bénéficiaire, au plus tard un (1) mois avant l'examen à mi-parcours visé au paragraphe 3 de la présente Section II.A, communique à l'Association aux fins d'observations, un rapport, à un niveau de détail pouvant être raisonnablement

demandé par l'Association, sur l'état d'avancement du Projet, et précisant les diverses questions devant faire l'objet d'échanges de vues lors dudit examen.

3. Le Bénéficiaire, au plus tard dix-huit (18) mois après la Date d'Entrée en Vigueur, réalise, conjointement avec toutes les institutions participant au Projet, un examen global à mi-parcours du Projet au cours duquel il échange des vues avec l'Association et les organismes d'exécution, d'une manière générale sur toutes les questions concernant l'état d'avancement du Projet, l'exécution par le Bénéficiaire des obligations lui incombant au titre du présent Accord et les résultats obtenus par lesdits organismes d'exécution, compte tenu des indicateurs de performance visés au paragraphe 1 de la présente Section II.A.

4. Après l'examen à mi-parcours, le Bénéficiaire s'emploie de façon prompte et diligente à prendre toute mesure de redressement jugée nécessaire pour remédier à toute lacune relevée dans l'exécution du Projet, ou pour appliquer toutes autres mesures pouvant être nécessaires à la réalisation des objectifs du Projet.

B. Gestion Financière, Rapports Financiers et Audits

1. Le Bénéficiaire maintient en place, ou veille à ce que soit maintenu en place, un système de gestion financière conformément aux dispositions de la Section 4.09 des Conditions Générales.

2. Sans préjudice des dispositions de la Partie A de la présente Section, le Bénéficiaire prépare et communique à l'Association, au plus tard quarante-cinq (45) jours après la fin de chaque trimestre de l'année civile, des rapports financiers intermédiaires non audités sur le Projet couvrant ledit trimestre, dont la forme et le fond sont jugés satisfaisants par l'Association.

3. Le Bénéficiaire fait auditer ses États Financiers conformément aux dispositions de la Section 4.09 (b) des Conditions Générales. Chaque audit des États Financiers se rapporte à la période couvrant un (1) Exercice du Bénéficiaire. Les États Financiers audités pour ladite période sont communiqués à l'Association au plus tard six (6) mois après la fin de ladite période.

4. Afin d'assurer le bon entretien de son système de gestion financière visé dans la Partie B.1 de la présente Section II, le Bénéficiaire, au plus tard trois (3) mois après la Date d'Entrée en Vigueur : a) acquiert et installe un logiciel approprié de comptabilité et de gestion financière, conformément aux dispositions de la Section III de la présente Annexe 2 au présent Accord ; et b) fournit une Formation en gestion financière au personnel participant à la gestion financière du Projet, selon des termes de référence jugés acceptables par l'Association.

5. Pour assurer la réalisation des audits indépendants visés dans la Partie B.3 de la présente Section II, le Bénéficiaire recrute, au plus tard six (6) mois après la Date

d'Entrée en Vigueur, un auditeur externe, conformément aux dispositions de la Section III.C de la présente Annexe 2 au présent Accord.

Section III. Passation des Marchés

A. Dispositions générales

1. **Fournitures, Travaux et Services Autres que des Services de Consultants.** Tous les marchés de fournitures, de travaux et de services autres que des services de consultants nécessaires au Projet et devant être financés au moyen des fonds du Financement sont passés conformément aux dispositions énoncées ou visées à la Section I des Directives pour la Passation des Marchés, ainsi qu'aux dispositions de la présente Section.

2. **Services de Consultants.** Tous les services de consultants nécessaires au Projet et devant être financés au moyen des fonds du Financement sont passés conformément aux dispositions énoncées ou visées aux Sections I et IV des Directives pour l'Emploi des Consultants, ainsi qu'aux dispositions de la présente Section.

3. **Définitions.** Les termes employés dans les paragraphes ci-après de la présente Section pour décrire des méthodes particulières de passation de marchés ou des méthodes d'examen par l'Association de contrats déterminés, renvoient aux méthodes correspondantes décrites aux Sections II and III des Directives pour la Passation des Marchés ou aux Sections II, III, IV et V des Directives pour l'Emploi de Consultants, selon le cas.

B. Procédures Particulières de Passation des Marchés de Fournitures, de Travaux et de Services Autres que des Services de Consultants

1. **Appel d'Offres International.** À moins qu'il n'en soit disposé autrement au paragraphe 2 ci-après, les marchés de fournitures et de travaux et les contrats de services autres que les services de consultants sont attribués par voie d'Appel d'Offres International.

2. **Autres Méthodes de Passation des Marchés de Fournitures, de Travaux et de Services Autres que des Services de Consultants.** Les procédures indiquées ci-après, autres que l'Appel d'Offres International, peuvent être utilisées pour la passation de marchés de fournitures, de travaux et de services autres que des services de consultants spécifiés dans le Plan de Passation des Marchés: a) Appel d'Offres National *(sous réserve de la disposition supplémentaire ci-après, à savoir que le Bénéficiaire utilise les dossiers d'appel d'offres types de l'Association ou autres dossiers d'appel d'offres convenus avec l'Association)* ; b) Consultation de fournisseurs ; c) Entente directe; et d) Passation de marchés auprès d'institutions de l'Organisation des Nations Unies.

C. Procédures Particulières de sélection de Services de Consultants

1. **Sélection Fondée sur la Qualité Technique et sur le Coût.** À moins qu'il n'en soit disposé autrement au paragraphe 2 ci-après, les contrats de services de consultants sont attribués conformément aux dispositions applicables à la Sélection de Consultants Fondée sur la Qualité Technique et sur le Coût.

2. **Autres Mode de Sélection de Services de Consultants.** Les modes indiqués ci-après, autres que la Sélection de Consultants Fondée sur la Qualité Technique et sur le Coût, peuvent être employées pour la passation des contrats de services de consultants spécifiés dans le Plan de Passation des Marchés et Contrats : a) Sélection fondée sur la Qualité Technique ; b) Sélection dans le Cadre d'un Budget Déterminé ; c) Sélection au Moindre Coût ; d) Sélection Fondée sur les Qualifications des Consultants ; e) Sélection par Entente Directe de Consultants Individuels, firme/société; f) Sélection de Consultants Individuels ; et g) Sélection par Entente Directe de Consultants Individuels.

D. Examen par l'Association des Décisions Concernant la Passation des Marchés

Dans le Plan de Passation des Marchés sont consignés les marchés et contrats devant être soumis à l'Examen Préalable de l'Association ainsi que tous les autres marchés et contrats soumis à l'Examen a Posteriori de l'Association.

E. Conditions Spécifique de Passation des Marchés et Contrats

1. Au plus tard douze (12) mois après la Date d'Entrée en Vigueur, le Bénéficiaire fournira une formation au personnel chargé de la passation des marchés du Projet selon des termes de référence jugés acceptables par l'Association.

2. Au plus tard six (6) mois après la Date d'Entrée en Vigueur, le Bénéficiaire mettra à niveau son système d'archivage et de classement des documents relatifs à la passation des marchés, d'une manière jugée acceptable par l'Association.

Section IV. <u>Retrait des Fonds du Financement</u>

A. Dispositions générales

1. Le Bénéficiaire peut retirer les fonds du Financement conformément aux dispositions de l'Article II des Conditions générales, aux dispositions de la présente Section et à toutes instructions supplémentaires que l'Association peut spécifier par voie de notification au Bénéficiaire (y compris les « Directives pour les Décaissements Applicables aux Projets de la Banque mondiale » datées de mai 2006, y compris les modifications susceptibles de leur être apportées par l'Association, telles qu'elles s'appliquent au présent Accord en vertu desdites

instructions), pour financer les Dépenses Éligibles, ainsi que stipulé dans le tableau du paragraphe 2 ci-dessous.

2. Le tableau ci-dessous indique les catégories de Dépenses Éligibles qui peuvent être financées au moyen des fonds du Financement (« Catégorie »), les montants alloués au Financement de chaque Catégorie et le pourcentage de Dépenses Éligibles devant être financé dans chaque Catégorie :

Catégorie	Montant du Financement alloué (exprimé en DTS)	Pourcentage des Dépenses Financé (taxes comprises)
1) Travaux, fournitures, services de consultants, services autres que services de consultants, Formation et Charges d'Exploitation au titre des Composantes 1 et 3 du Projet	400 000	11,8 %
2) Transferts Monétaires et service de consultants au titre de la Composante 2 du Projet	1 000 000	11,8 %
MONTANT TOTAL	1 400 000	

B. Conditions de Décaissement ; Période de Décaissement

1. Nonobstant les dispositions de la Partie A de la présente Section, aucune somme ne peut être retirée pour des paiements effectués avant la date du présent Accord.

2. La Date de Clôture est fixée au 28 février 2018.

ANNEXE 3

Calendrier d'Amortissement

Date d'Exigibilité	Montant en principal du Crédit Exigible (exprimé en pourcentage)*
Tous les 15 juin et 15 décembre:	
à partir du 15 décembre 2018 jusqu'au 15 juin 2028 inclus	**1,65 %**
à partir du 15 décembre 2018 jusqu'au 15 juin 2038 inclus	**3,35 %**

* Les pourcentages indiqués représentent le pourcentage du montant en principal du Crédit devant être remboursé, à moins que l'Association n'en dispose autrement conformément à la Section 3.03 (b) des Conditions Générales.

Version négociée

APPENDICE

Définitions

1. L'expression « Directives pour la Lutte contre la Corruption » désigne les « Directives pour la Prévention et la Lutte contre la Fraude et la Corruption dans le cadre des Projets Financés par des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'IDA », en date du 15 octobre 2006 et révisées en janvier 2011.

2. Le terme « Destinataire » désigne un ménage qui peut prétendre à bénéficier du Programme de Transferts Monétaires et qui est dûment inscrit à cet effet ; le terme « Destinataires » désigne, collectivement, plusieurs ménages de ce type.

3. Le sigle « CAS » désigne une Circonscription d'Action Sociale.

4. L'expression « Transferts Monétaires » désigne les paiements monétaires conditionnels devant être effectués au profit des Destinataires dans le cadre du Programme de Transferts Monétaires et visés dans la Partie 2 de l'Annexe 1 et la Section I.C de l'Annexe 2 au présent Accord.

5. L'expression « Programme de Transferts Monétaires » désigne le programme visé dans la Partie 2 de l'Annexe 1 et la Section I.C of de l'Annexe 2 au présent Accord.

6. Le terme « Catégorie » désigne une catégorie stipulée au tableau de la Section IV de l'Annexe 2 au présent Accord.

7. L'expression « Franc CFA » désigne le franc de la Communauté Économique et Monétaire d'Afrique Centrale, dont la banque centrale est la Banque Centrale des États d'Afrique Centrale.

8. L'expression « Comité d'Orientation Stratégique » désigne le comité du Bénéficiaire visé à la Section I.A.2 de l'Annexe 2 au présent Accord.

9. L'expression « Directives pour l'Emploi de Consultants » désigne les « Directives : Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'IDA » en date de janvier 2011.

10. Le terme « District » désigne l'une quelconque des unités administratives suivantes situées sur le territoire du Bénéficiaire : Makélékélé, Bacongo, Moungali et Talangai dans le département de Brazzaville ; Mvoumvou dans le département de Pointe Noire ; et Makoua and Oyo dans le département de Cuvette ; le terme « Districts » désigne plusieurs de ces unités administratives.

11. L'expression « Exercice » ou l'abréviation « Ex. » désignent la période de douze mois du Bénéficiaire commençant le 1er janvier et s'achevant le 31 décembre de la même année.

12. L'expression « Conditions Générales » désigne les « Conditions Générales Applicables aux Crédits et aux Dons de l'Association Internationale de Développement » en date du 31 juillet 2010.

13. Le sigle « TIC » désigne les technologies de l'information et des communications.

14. Le terme « LISUNGI » signifie solidarité en langue locale.

15. L'expression « Unité de Gestion du Projet LISUNGI » désigne l'unité du Bénéficiaire visée à la Section I.A.3 de l'Annexe 2 au présent Accord.

16. L'expression « Ministère des Affaires Sociales, de l'Action Humanitaire et de la Solidarité » ou le sigle « MASAHS » désigne le ministère du Bénéficiaire chargé des affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, ou toute entité qui pourrait lui succéder.

17. L'expression « Charges d'Exploitation » désigne les dépenses additionnelles encourues au titre de l'exécution du Projet sur la base des Plans de Travail et Budgets Annuels approuvés par l'Association conformément à la Section I.B.2 de l'Annexe 2 au présent Accord, à savoir les dépenses consacrées aux fournitures de bureau, à l'exploitation et à l'entretien de véhicules, à l'entretien de l'équipement, aux frais de communication et d'assurance, aux frais d'administration de bureau, aux services de réseau, aux locations, aux biens consommables, aux frais d'hébergement et de déplacement, aux indemnités de subsistance, aux salaires du personnel du Projet, mais à l'exclusion des salaires de la fonction publique du Bénéficiaire, aux réunions et autres jetons de présence et honoraires pour ledit personnel.

18. L'expression « Agences Chargées des Paiements » désigne au moins deux institutions financières sélectionnées dans le cadre d'une procédure d'appel à la concurrence — telles que des banques, des organismes de microcrédit et des compagnies de téléphonie mobile — et dûment constituées et opérant conformément aux lois et règlements du Bénéficiaire dans le but d'effectuer des Transferts Monétaires au profit des Destinataires dans le cadre du Programme de Transferts Monétaires.

19. L'expression « Directives pour la Passation des Marchés » désigne les « Directives : Passation des Marchés de Fournitures, de Travaux et de Services Autres que les Services de Consultants par les Emprunteurs de la Banque

Mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'IDA », datées de janvier 2011.

20. L'expression « Plan de Passation des Marchés et Contrats » désigne le plan de passation des marchés et contrats établi par le Bénéficiaire pour le Projet, en date du ____, et visé au paragraphe 1.18 des Directives pour la Passation des Marchés et au paragraphe 1.25 des Directives pour l'Emploi de Consultants, y compris les mises à jour qui peuvent lui être apportées conformément aux dispositions desdits paragraphes.

21. L'expression « Compte des Fonds de Contrepartie du Projet » désigne le compte devant être créé et maintenu par le Bénéficiaire conformément aux dispositions de la Section I.E de l'Annexe 2 au présent Accord.

22. L'expression « Manuel d'Exécution du Projet » et le sigle « MEP » désignent le manuel visé à la Section I.B.1 de l'Annexe 2 au présent Accord.

CREDIT NUMBER 5358-CG

Financing Agreement

(LISUNGI - Safety Nets System Project)

between

REPUBLIC OF CONGO

and

INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION

Dated Feb 19, 2014

CREDIT NUMBER 5358 -CG

FINANCING AGREEMENT

AGREEMENT dated Feb 19, 2014, entered into between REPUBLIC OF CONGO ("Recipient") and INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION ("Association").The Recipient and the Association hereby agree as follows:

ARTICLE I — GENERAL CONDITIONS; DEFINITIONS

1.01. The General Conditions (as defined in the Appendix to this Agreement) constitute an integral part of this Agreement.

1.02. Unless the context requires otherwise, the capitalized terms used in this Agreement have the meanings ascribed to them in the General Conditions or in the Appendix to this Agreement.

ARTICLE II — FINANCING

2.01. The Association agrees to extend to the Recipient, on the terms and conditions set forth or referred to in this Agreement, a credit in an amount equivalent to one million four hundred thousand Special Drawing Rights (SDR1,400,000) (variously, "Credit" and "Financing"), to assist in financing the project described in Schedule 1 to this Agreement ("Project").

2.02. The Recipient may withdraw the proceeds of the Financing in accordance with Section IV of Schedule 2 to this Agreement.

2.03. The Maximum Commitment Charge Rate payable by the Recipient on the Unwithdrawn Financing Balance shall be one-half of one percent (1/2 of 1%) per annum.

2.04. The Service Charge payable by the Recipient on the Withdrawn Credit Balance shall be equal to three-fourths of one percent (3/4 of 1%) per annum.

2.05. The Interest Charge payable by the Recipient on the Withdrawn Credit Balance shall be equal to one and a quarter percent (1.25%) per annum.

2.06. The Payment Dates are June 15 and December 15 in each year.

2.07. The principal amount of the Credit shall be repaid in accordance with the repayment schedule set forth in Schedule 3 to this Agreement.

2.08. The Payment Currency is Dollar.

ARTICLE III — PROJECT

3.01. The Recipient declares its commitment to the objective of the Project. To this end, the Recipient shall carry out the Project through the Ministère des Affaires Sociales de l'Action Humanitaire et de la Solidarité in accordance with the provisions of Article IV of the General Conditions.

3.02. Without limitation upon the provisions of Section 3.01 of this Agreement, and except as the Recipient and the Association shall otherwise agree, the Recipient shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of Schedule 2 to this Agreement.

ARTICLE IV - EFFECTIVENESS; TERMINATION

4.01. The Additional Conditions of Effectiveness consist of the following:

(a) the Recipient has deposited 2,300,000,000 CFA Francs into the Project Counterpart Funds Account in accordance with the provisions of Section I.E of Schedule 2 to this Agreement; and

(b) the Recipient has adopted the Project Implementation Manual in accordance with the provisions of Section I.B.1 of Schedule 2 to this Agreement.

4.02. The Effectiveness Deadline is the date ninety (90) days after the date of this Agreement.

4.03. For purposes of Section 8.05 (b) of the General Conditions, the date on which the obligations of the Recipient under this Agreement (other than those providing for payment obligations) shall terminate is twenty (20) years after the date of this Agreement.

ARTICLE V — REPRESENTATIVE; ADDRESSES

5.01. The Recipient's Representative is its minister responsible for finance.

5.02. The Recipient's Address is:

Ministère l'Economie, des Finances, du Plan, du Portefeuille Public et de l'Intégration
Avenue Foch
B.P. 2083
Brazzaville
Republic of Congo

Facsimile:

(242) 2281.43.69

5.03. The Association's Address is:

International Development Association
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433
United States of America

Cable:	Telex:	Facsimile:
INDEVAS Washington, D.C.	248423 (MCI)	1-202-477-6391

AGREED at Feb 19, 2014, as of the day and year first above written.

REPUBLIC OF CONGO

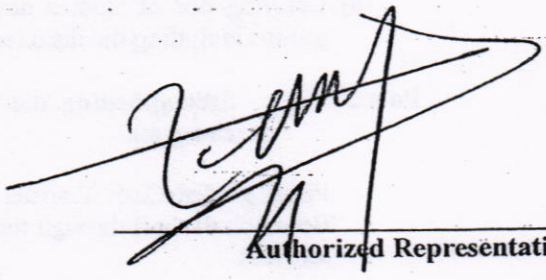
By 

Authorized Representative

Name: Gilbert Ondongo

Title: Ministre d'Etat, Ministre des Fin

INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION

By 

Authorized Representative

Name: Eustache Ouayoro

Title: Directeur des Opération

SCHEDULE 1

Project Description

The objective of the Project is to establish the key building blocks of a national safety net program and pilot a cash transfer program to improve access to health and education services of poorest households in participating areas.

The Project consists of the following parts:

Part 1: Establishment of Key Building Blocks of a National Safety Net Program and Enhancement of Local Capacities

(a) Implementing a program of actions for establishing key building blocks of a national safety net system, including: (i) (A) developing and implementing a management information system, including, among others, supply and installation of appropriate ICT, hardware, software, internet connectivity, local area networks and mobile technology support; (B) developing and maintaining a registry of potential Beneficiaries; (C) developing and implementing a comprehensive information, education and communications strategy at the national and CAS levels; and (D) developing and implementing appropriate monitoring and evaluation systems and procedures; and (ii) provision of Training on information technology skills to users *(to the extent not covered under Part 3 below)*.

(b) Carrying out of studies designed to examine the specific needs of vulnerable groups including the disabled and the indigenous populations.

Part 2: Strengthening the Demand-side of Services through Cash Transfer Program

Piloting of a Cash Transfer Program designed to improve the consumption of Beneficiaries, all through the provision of Cash Transfers and technical advisory services.

Part 3: Project Management, Monitoring and Evaluation

Strengthening the capacity of LISUNGI Project Management Unit for day to day coordination, implementation and management (including, fiduciary aspects, monitoring and evaluation, carrying out of audits and reporting) of Project activities and results, all through the provision of technical advisory services, Training, Operating Costs, non-consulting services and acquisition of goods for the purpose.

SCHEDULE 2

Project Execution

Section I. Institutional and Implementation Arrangements

A. Institutional Arrangements

1. Ministère des Affaires Sociales de l'Action Humanitaire et de la Solidarité

The Recipient shall designate, at all times during the implementation of the Project, the Ministère des Affaires Sociales de l'Action Humanitaire et de la Solidarité ("MASAHS"), to be responsible for prompt and efficient oversight and management of the implementation of activities under the Project, and shall take all actions, including, the provision of funding, personnel and other resources necessary to enable said MASAHS to perform said functions.

2. Comité d'Orientation Stratégique

(a) Without limitation upon the provisions of paragraph (1) immediately above, the Recipient shall establish, and thereafter maintain, at all times during the implementation of the Project, a Comité d'Orientation Stratégique with a composition, mandate and resources satisfactory to the Association, to be responsible for providing strategic and policy guidance on the implementation of the Project.

(b) Without limitation upon the provisions of sub-paragraph (a) immediately above, the Comité d'Orientation Stratégique shall be responsible for, *inter alia*: (i) reviewing and endorsing the Project's annual work plan and budget; (ii) reviewing progress made towards achieving the objective of the Project; (iii) facilitating coordination of Project activities and the removal of any obstacle(s) to the implementation of the Project; and (iv) monitoring and evaluating the impacts of Project activities.

3. LISUNGI Project Management Unit

(a) The Recipient shall designate, at all times during the implementation of the Project, the LISUNGI Project Management Unit, to be responsible for, *inter alia*, prompt and efficient day to day coordination, implementation, reporting and communication of Project activities and results. To this end, the Recipient shall take all actions, including, the provision of funding, personnel (all with qualifications, experience and terms of reference satisfactory to the Association) and other resources satisfactory to the Association, to enable said LISUNGI Project Management Unit to perform said functions.

(b) Without limitation upon the provisions of sub-paragraph (a) of this paragraph, the LISUNGI Project Management Unit shall be responsible for, *inter alia*: (i) preparing annual work plans and budgets for review and endorsement by the Comité d'Orientation Stratégique; (ii) the Project's fiduciary aspects (financial management and procurement); (iii) preparing and consolidating periodic progress and financial reports; (iv) monitoring and evaluation of Project activities; (v) liaising with other stakeholders on issues related to Project implementation; and (vi) providing administrative support to implementing agencies.

B. Implementation Arrangements

1. Project Implementation Manual (*Operational Manual; Financial Management Manual; Cash Transfer Program Handbook)*

(a) The Recipient shall prepare, in accordance with terms of reference acceptable to the Association, a Project implementation manual, consisting of: (i) an operational manual, providing details of arrangements and procedures for the implementation of the Project, including: (A) capacity building activities for sustained achievement of the Project's objective; (B) procurement, financial management and disbursement arrangements; (C) institutional administration, coordination and day-to-day execution of Project activities; (D) monitoring, evaluation, reporting, information, education and communication arrangements of Project activities; and (E) such other administrative, financial, technical and organizational arrangements and procedures as shall be required for the Project; (ii) a financial management manual, setting forth the detailed policies and procedures for financial management under the Project; and (iii) a Cash Transfer Program handbook, setting forth the detailed policies and procedures for said program.

(b) The Recipient shall afford the Association a reasonable opportunity to exchange views with the Recipient on said Project implementation manual, and thereafter, shall adopt such Project implementation manual, as shall have been approved by the Association ("Project Implementation Manual").

(c) The Recipient shall ensure that the Project is carried out in accordance with the Project Implementation Manual; provided, however, that in case of any conflict between the provisions of the Project Implementation Manual, on the one hand, and those of this Agreement, on the other, the provisions of this Agreement shall prevail.

(d) The Recipient shall not amend or waive any provisions of the Project Implementation Manual without the prior written agreement of the Association.

2. **Annual Work Plan and Budget**

(a) The Recipient shall prepare and furnish to the Association not later than December 31 of each Fiscal Year during the implementation of the Project, a work plan and budget containing all activities proposed to be included in the Project during the following Fiscal Year, and a proposed financing plan for expenditures required for such activities, setting forth the proposed sources of financing.

(b) Each such proposed work plan and budget shall specify any Training activities that may be required under the Project, including: (i) the type of Training; (ii) the purpose of the Training; (iii) the personnel to be trained; (iv) the institution or individual who will conduct the Training; (v) the location and duration of the Training; and (vi) the cost of the Training.

(c) The Recipient shall afford the Association a reasonable opportunity to exchange views with the Recipient on each such proposed work plan and budget and thereafter ensure that the Project is implemented with due diligence during said following Fiscal Year in accordance with such work plan and budget as shall have been approved by the Association ("Annual Work Plan and Budget").

(d) The Recipient shall not make or allow to be made any change to the approved Annual Work Plan and Budget without the Association's prior approval in writing.

C. **Cash Transfer Program**

1. ***Procedures and Eligibility Criteria***

No proposed Beneficiary under the Cash Transfer Program shall be eligible to receive a Cash Transfer under said Cash Transfer Program, unless the Recipient shall have determined, on the basis of an appraisal conducted in accordance with guidelines acceptable to the Association and elaborated in the Project Implementation Manual ("PIM"), that the Beneficiary satisfies the following requirements, and such further requirements as are elaborated in said PIM:

(a) the Beneficiary: (i) has been pre-selected on the basis of a targeting system consisting of, *inter alia*: (A) a geographical targeting mechanism which has identified each District with well-established CAS as eligible to participate in the Cash Transfer Program; (B) a community targeting mechanism which has identified extremely poor or vulnerable households in said District; (C) a proxy means test which has verified said Beneficiary's eligibility; (D) a random draw process which has selected said Beneficiary; and (E) a validation review process which has confirmed said Beneficiary's eligibility; and (ii) is enrolled in a registry of Beneficiaries;

(b) the Beneficiary shall have, as part of the enrolment in said registry of Beneficiaries, received Training on the Cash Transfer Program's operations and requirements, including, *inter alia*, applicable Beneficiary conditionalities, namely, in areas where health services are available: (i) all children aged nine (9) months and below shall have received all routine vaccinations as evidenced by a full vaccination card; (ii) all children aged eleven (11) months and below shall have received health check-ups once per month; (iii) all children aged between twelve (12) and twenty-three (23) months shall have received routine health check-ups at least once every two (2) months; and (iv) all pregnant women shall have received at least four (4) pre-natal medical examinations and two (2) post-natal medical examinations within forty (40) days of delivery; and (v) in areas where primary education is available, all children eligible for primary education shall have attended school at least eighty percent (80%) of the time in each month; and

(c) the Recipient shall have confirmed Beneficiary's compliance with said conditionalities, as applicable.

2. ***Term(s) and Condition(s) of Cash Transfer Program***

(a) The Recipient shall, prior to the commencement of the Cash Transfer Program in any given District, retain in accordance with the provisions of Section III of this Schedule, one or more Payment Agencies, with terms of reference, qualifications and experience satisfactory to the Association, to assist the Recipient in administering payments under the Cash Transfer Program in said District.

(b) The Recipient shall monitor and evaluate, under terms of reference satisfactory to the Association, the implementation of the Cash Transfer Program, so as to ensure that payments made under the Cash Transfer Program are made exclusively to Beneficiaries for productive purposes consistent with the objectives of the Project.

D. Anti-Corruption

The Recipient shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of the Anti-Corruption Guidelines.

E. Project Counterpart Funds; Project Counterpart Funds Account

1. The Recipient shall open, and thereafter maintain, at all times during the implementation of the Project, in a financial institution and on terms and conditions acceptable to the Association, a Project Counterpart Funds Account, into which all counterpart funds required for the Project shall be deposited and maintained until required to pay for Eligible Expenditures.

2. Without limitation upon the provisions of Section 4.03 of the General Conditions, the Recipient shall deposit into the Project Counterpart Funds Account, the following amounts in CFA Francs not later than the dates indicated next to such amount:

Amount (in CFA Francs)	Date not later than which the amount shall be deposited in the Project Counterpart Funds Account
2,300,000,000	Effectiveness
3,200,000,000	April 5, 2015
2,000,000,000	June 1, 2016

3. The Recipient shall ensure that all amounts deposited in the Project Counterpart Funds Account shall be used exclusively to pay for Eligible Expenditures.

Section II. Project Monitoring, Reporting and Evaluation

A. Project Reports

1. The Recipient shall monitor and evaluate the progress of the Project and prepare Project Reports in accordance with the provisions of Section 4.08 of the General Conditions and on the basis of indicators acceptable to the Association. Each Project Report shall cover the period of one (1) calendar quarter, and shall be furnished to the Association not later than forty-five (45) days after the end of the period covered by such report.

2. The Recipient shall, not later than one (1) month prior to the mid-term review referred to in paragraph 3 of this Section II.A, furnish to the Association for comments, a report, in such detail as the Association shall reasonably request, on the progress of the Project, and giving details of the various matters to be discussed at such review.

3. The Recipient shall, not later than eighteen (18) months after the Effective Date, undertake, in conjunction with all agencies involved in the Project, a comprehensive mid-term review of the Project during which it shall exchange views with the Association and implementing agencies generally on all matters relating to the progress of the Project, the performance by the Recipient of its obligations under this Agreement and the performance by said implementing agencies, having regard to the performance indicators referred to in paragraph 1 of this Section II.A.

4. Following the mid-term review, the Recipient shall act promptly and diligently in order to take any corrective action deemed necessary to remedy any shortcoming

noted in the implementation of the Project, or to implement such other measures as may be required in furtherance of the objectives of the Project.

B. Financial Management, Financial Reports and Audits

1. The Recipient shall maintain or cause to be maintained a financial management system in accordance with the provisions of Section 4.09 of the General Conditions.

2. Without limitation upon the provisions of Part A of this Section, the Recipient shall prepare and furnish to the Association not later than forty-five (45) days after the end of each calendar quarter, interim unaudited financial reports for the Project covering the quarter, in form and substance satisfactory to the Association.

3. The Recipient shall have its Financial Statements audited in accordance with the provisions of Section 4.09 (b) of the General Conditions. Each audit of the Financial Statements shall cover the period of one (1) Fiscal Year of the Recipient. The audited Financial Statements for each such period shall be furnished to the Association not later than six (6) months after the end of such period.

4. To facilitate the proper maintenance of its financial management system as referred to in Part B.1 of this Section II, the Recipient shall, not later than three (3) months after the Effective Date: (a) acquire and install appropriate financial management/accounting software, in accordance with the provisions of Section III of Schedule 2 to this Agreement; and (b) provide financial management Training for staff involved in financial management of the Project, under terms of reference acceptable to the Association.

5. To facilitate the carrying out of independent audits under Part B.3 of this Section II, the Recipient shall, not later than six (6) months after the Effective Date, appoint an external auditor, in accordance with the provisions of Section III.C of Schedule 2 to this Agreement.

Section III. Procurement

A. General

1. **Goods, Works and Non-consulting Services.** All goods, works and non-consulting services required for the Project and to be financed out of the proceeds of the Financing shall be procured in accordance with the requirements set forth or referred to in Section I of the Procurement Guidelines, and with the provisions of this Section.

2. **Consultants' Services.** All consultants' services required for the Project and to be financed out of the proceeds of the Financing shall be procured in accordance with the requirements set forth or referred to in Sections I and IV of the Consultant Guidelines, and with the provisions of this Section.

3. **Definitions.** The capitalized terms used below in this Section to describe particular procurement methods or methods of review by the Association of particular contracts, refer to the corresponding method described in Sections II and III of the Procurement Guidelines, or Sections II, III, IV and V of the Consultant Guidelines, as the case may be.

B. Particular Methods of Procurement of Goods, Works and Non-consulting Services

1. **International Competitive Bidding.** Except as otherwise provided in paragraph 2 below, goods, works and non-consulting services shall be procured under contracts awarded on the basis of International Competitive Bidding.

2. **Other Methods of Procurement of Goods, Works and Non-consulting Services.** The following methods, other than International Competitive Bidding, may be used for procurement of goods, works and non-consulting services for those contracts specified in the Procurement Plan: (a) National Competitive Bidding, *(subject to the following additional provision, namely, that the Recipient shall use the standard bidding documents of the Association or other bidding documents agreed upon with the Association prior to their use)*; (b) Shopping; (c) Direct Contracting; and (d) Procurement from United Nations agencies.

C. Particular Methods of Procurement of Consultants' Services

1. **Quality- and Cost-based Selection.** Except as otherwise provided in paragraph 2 below, consultants' services shall be procured under contracts awarded on the basis of Quality and Cost-based Selection.

2. **Other Methods of Procurement of Consultants' Services.** The following methods, other than Quality and Cost-based Selection, may be used for procurement of consultants' services for those contracts which are specified in the Procurement Plan: (a) Quality-based Selection; (b) Selection under a Fixed Budget; (c) Least Cost Selection; (d) Selection based on Consultants' Qualifications; (e) Single-source procedures for the Selection of Individual Consultants; (f) Procedures set forth in paragraphs 5.2 and 5.3 of the Consultant Guidelines for the Selection of Individual Consultants; and (g) Single-source procedures for the Selection of Individual Consultants.

D. Review by the Association of Procurement Decisions

The Procurement Plan shall set forth those contracts which shall be subject to the Association's Prior Review. All other contracts shall be subject to Post Review by the Association.

E. Specific Procurement Covenants

1. The Recipient shall, not later than twelve (12) months after the Effective Date, provide Training for the Project's procurement staff, under terms of reference acceptable to the Association.

2. The Recipient shall, not later than six (6) months after the Effective Date, update its procurement filing and record keeping system, in form and substance acceptable to the Association.

Section IV. Withdrawal of the Proceeds of the Financing

A. General

1. The Recipient may withdraw the proceeds of the Financing in accordance with the provisions of Article II of the General Conditions, this Section, and such additional instructions as the Association shall specify by notice to the Recipient (including the "World Bank Disbursement Guidelines for Projects" dated May 2006, as revised from time to time by the Association and as made applicable to this Agreement pursuant to such instructions), to finance Eligible Expenditures as set forth in the table in paragraph 2 below.

2. The following table specifies the categories of Eligible Expenditures that may be financed out of the proceeds of the Financing ("Category"), the allocations of the amounts of the Financing to each Category, and the percentage of expenditures to be financed for Eligible Expenditures in each Category:

Category	Amount of the Financing Allocated (expressed in SDR)	Percentage of Expenditures to be Financed (inclusive of Taxes)
(1) Works, goods, consultants' services, non-consulting services, Training and Operating Costs under Parts 1 and 3 of the Project	400,000	11.8%
(2) Cash Transfers and consultants services under Part 2 of the Project	1,000,000	11.8%
TOTAL AMOUNT	1,400,000	

B. Withdrawal Conditions; Withdrawal Period

1. Notwithstanding the provisions of Part A of this Section, no withdrawal shall be made for payments made prior to the date of this Agreement.

2. The Closing Date is February 28, 2018.

SCHEDULE 3

Repayment Schedule

Date Payment Due	Principal Amount of the Credit repayable (expressed as a percentage)*
On each June 15 and December 15:	
commencing June 15, 2019 to and including December 15, 2028	**1.65%**
commencing June 15, 2029 to and including December 15, 2038	**3.35%**

* The percentages represent the percentage of the principal amount of the Credit to be repaid, except as the Association may otherwise specify pursuant to Section 3.03 (b) of the General Conditions.

APPENDIX

Section I. Definitions

1. "Anti-Corruption Guidelines" means the "Guidelines on Preventing and Combating Fraud and Corruption in Projects Financed by IBRD Loans and IDA Credits and Grants", dated October 15, 2006 and revised in January 2011.

2. "Beneficiary" means a household which is eligible to receive a Cash Transfer under the Cash Transfer Program and is duly registered for the purpose; and "Beneficiaries" means, collectively, two or more such households.

3. "CAS" means Circonscription d'Action Social.

4. "Cash Transfer" means the conditional cash payment to be made to a Beneficiary under the Cash Transfer Program, and "Cash Transfers" mean, collectively, two or more such conditional cash payments.

5. "Cash Transfer Program" means the Recipient's program referred to Section I.C of Schedule 2 to this Agreement.

6. "Category" means a category set forth in the table in Section IV of Schedule 2 to this Agreement.

7. "CFA Franc" means the franc of the Central Africa Economic and Monetary Community, whose common central bank is the Bank of Central African States.

8. "Comité d'Orientation Stratégique" means the Recipient's committee referred to in Section I.A.2 of Schedule 2 to this Agreement.

9. "Consultant Guidelines" means the "Guidelines: Selection and Employment of Consultants under IBRD Loans and IDA Credits and Grants by World Bank Borrowers" dated January 2011.

10. "District" means any of the following administrative units in the Recipient's territory participating in the Cash Transfer Program: Makélékélé, Bacongo, Moungali and Talangai in the department of Brazzaville; Mvoumvou in the department of Pointe Noire; and Makoua and Oyo in the department of Cuvette.

11. "Fiscal Year" or "FY" means the Recipient's twelve month period starting January 1 and ending December 31 of the same year.

12. "General Conditions" means the "International Development Association General Conditions for Credits and Grants", dated July 31, 2010, with the modifications set forth in Section II of this Appendix.

13. "ICT" means information and communications technology.

14. "LISUNGI" means solidarity or support in Lingala.

15. "LISUNGI Project Management Unit" means the Recipient's unit referred to in Section I.A.3 of Schedule 2 to this Agreement.

16. "Ministère des Affaires Sociales de l'Action Humanitaire et de la Solidarité" or "MASAHS" means the Recipient's ministry responsible for social affairs, humanitarian action and solidarity, and any successor thereto.

17. "Operating Costs" means the incremental expenses incurred on account of Project implementation, based on the Annual Work Plan and Budget approved by the Association pursuant to Section I.B.2 of Schedule 2 to this Agreement, and consisting of expenditures for office supplies, vehicle operation and maintenance, maintenance of equipment, communication and insurance costs, office administration costs, utilities, rental, consumables, accommodation, travel and *per diem*, and salaries of Project staff, but excluding the salaries of the Recipient's civil service, meeting and other sitting allowances and honoraria to said staff.

18. "Payment Agencies" means two or more competitively selected financial institutions, including, *inter alia*, banks, microfinance institutions and mobile phone companies, and duly established and operating under the Recipient's laws and regulations, for the purpose of making Cash Transfers to Beneficiaries under the Cash Transfer Program.

19. "Procurement Guidelines" means the "Guidelines: Procurement of Goods, Works and Non-consulting Services under IBRD Loans and IDA Credits and Grants by World Bank Borrowers" dated January 2011.

20. "Procurement Plan" means the Recipient's procurement plan for the Project, dated November 12, 2013 and referred to in paragraph 1.18 of the Procurement Guidelines and paragraph 1.25 of the Consultant Guidelines, as the same shall be updated from time to time in accordance with the provisions of said paragraphs.

21. "Project Counterpart Funds Account" means the account to be established and maintained by the Recipient in accordance with the provisions of Section I.E of Schedule 2 to this Agreement.

22. "Project Implementation Manual" or "PIM" means the Recipient's manual referred to in Section I.B.1 of Schedule 2 to this Agreement.

23. "Training" means the costs associated with training, workshops and study tours provided under the Project, based on the Annual Work Plan and Budget approved by the Association pursuant to Section I.B.2 of Schedule 2 to this Agreement,

consisting of reasonable expenditures (other than expenditures for consultants' services) for: (a) travel, room, board and *per diem* expenditures incurred by trainers and trainees in connection with their training and by non-consultant training facilitators; (b) course fees; (c) training facility rentals; and (d) training material preparation, acquisition, reproduction and distribution expenses.

Section II. Modifications to the General Conditions

The modifications to the General Conditions are as follows:

1. Section 3.02 is modified to read as follows:

"Section 3.02. *Service Charge and Interest Charge*

(a) *Service Charge.* The Recipient shall pay the Association a service charge on the Withdrawn Credit Balance at the rate specified in the Financing Agreement. The Service Charge shall accrue from the respective dates on which amounts of the Credit are withdrawn and shall be payable semi-annually in arrears on each Payment Date. Service Charges shall be computed on the basis of a 360-day year of twelve 30-day months.

(b) *Interest Charge.* The Recipient shall pay the Association interest on the Withdrawn Credit Balance at the rate specified in the Financing Agreement. Interest shall accrue from the respective dates on which amounts of the Credit are withdrawn and shall be payable semi-annually in arrears on each Payment Date. Interest shall be computed on the basis of a 360-day year of twelve 30-day months."

3. Paragraph 28 of the Appendix ("Financing Payment") is modified by inserting the words "the Interest Charge" between the words "the Service Charge" and "the Commitment Charge".

4. The Appendix is modified by inserting a new paragraph 32 with the following definition of "Interest Charge", and renumbering the remaining paragraphs accordingly:

"32. "Interest Charge" means the interest charge specified in the Financing Agreement for the purpose of Section 3.02(b)."

5. Renumbered paragraph 37 (originally paragraph 36) of the Appendix ("Payment Date") is modified by inserting the words "Interest Charges" between the words "Service Charges" and "Commitment Charges".

6. Renumbered paragraph 50 (originally paragraph 49) of the Appendix ("Service Charge") is modified by replacing the reference to Section 3.02 with Section 3.02 (a).

Supplemental Letter

REPUBLIC OF CONGO

Feb 19, 2014

International Development Association
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433
United States of America

Re: ***Credit Number 5358-CG***
LISUNGI - Safety Nets System Project
Section 5.01 of the General Conditions
Financial and Economic Data

Dear Sirs:

In connection with the Financing Agreement (Financing Agreement) of this date between the Republic of Congo (the Member Country) and the International Development Association (the Association) providing financing (the Financing) for the above-captioned project, and the General Conditions (the General Conditions) made applicable to the Financing Agreement, I am writing on behalf of the Member Country to set forth the following:

1. We understand and agree that, for purposes of Section 5.01 of the General Conditions, the Member Country is required by the Association:

(a) to report "long-term external debt" (as defined in the World Bank's Debtor Reporting System Manual, dated January 2000 (DRSM)), in accordance with the DRSM, and in particular, to notify the Association of new "loan commitments"(as defined in the DRSM) not later than 30 days after the end of the quarter during which the debt is incurred, and to notify the Association of "transactions under loans" (as defined in the DRSM) once a year, not later than March 31 of the year following the year covered by the report; and

(b) to: (i) notify the Association at least three months prior to incurring any non-concessional long-term external debt, of its intention to incur such debt, together with the proposed terms of such debt; and (ii) afford the Association a reasonable opportunity to exchange views with the Member Country on the matter. For purposes of this paragraph, "non-concessional long-term external debt" means any long-term external debt (as defined in the DRSM), but excluding private debt (as so defined), with an estimated grant element (GE) calculated in the manner published from time to time by the Association (see, www.worldbank.org/ida under "reports") of less than (i) 35% or (ii) the GE for determining concessionality established by the International Monetary Fund in any Poverty Reduction and Growth Facility arrangement or Policy Support Instrument with the Member Country in effect at the time of such notice, whichever is higher.

2. We represent that no defaults exist in respect of any external debt (as defined in the DRSM). It is our understanding that, in making the Financing, the Association may rely on the representations set forth or referred to in this letter.

3. Please confirm your agreement to the foregoing by having a duly authorized representative of the Association sign in the space provided below.

Very truly yours,

REPUBLIC OF CONGO

By: Gilbert Ondongo
Authorized Representative

AGREED:

INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION

By: Eustache Bwenyoro
Authorized Representative

The World Bank
INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT
INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION

1818 H Street N.W.
Washington, D.C. 20433
U.S.A.

(202) 473-1000
Cable Address: INTBAFRAD
Cable Address: INDEVAS

Feb 19, 2014

H.E. Gilbert ONDONGO
Minister of State,
Minister of Economy, Finance,
Planning, Public Portifollio and Integration
Ministry of Economy, Finance, Planning,
Public Administration and Integration
B.P. 2083
Brazzaville
Republic of Congo

Excellency:

Re: Congo IDA Credit No. 5358-CG
(Lisungi – Safety Nets System Project)
Additional Instructions: Disbursement

I refer to the Financing Agreement between the International Development Association (the "Association") and the Republic of Congo (the "Recipient") for the above-referenced project, dated 02/19/2014 The Agreement provides that the Association may issue additional instructions regarding the withdrawal of the proceeds of financing 5358-CG ("Financing"). This letter ("Disbursement Letter"), as revised from time to time, constitutes the additional instructions.

The attached *World Bank Disbursement Guidelines for Projects*, dated May 1, 2006, ("Disbursement Guidelines") (Attachment 1), are an integral part of the Disbursement Letter. The manner in which the provisions in the Disbursement Guidelines apply to the Financing is specified below. Sections and subsections in parentheses below refer to the relevant sections and subsections in the Disbursement Guidelines and, unless otherwise defined in this letter, the capitalized terms used have the meanings ascribed to them in the Disbursement Guidelines.

I. Disbursement Arrangements

(i) Disbursement Methods (section 2). The following Disbursement Methods may be used under the Financing:

- Reimbursement
- Advance
- Direct Payment
- Special Commitment

(ii) Disbursement Deadline Date (subsection 3.7). The Disbursement Deadline Date is 4 months after the Closing Date specified in the Financing Agreement. Any changes to this date will be notified by the Association.

II. Withdrawal of Financing Proceeds

(i) Authorized Signatures (subsection 3.1). An authorized signatory letter in the Form attached (Attachment 2) should be furnished to the Association at the address indicated below providing the name(s) and specimen signature(s) of the official(s) authorized to sign Applications:

Banque Mondiale
Boulevard Sassou Nguesso
2ème étage, Immeuble BDEAC
BP.:14536
Brazzaville CONGO
Attention: Mr. Eustache Ouayoro,
Country Director

(ii) Applications (subsections 3.2 - 3.3). Please provide completed and signed: (a) applications for withdrawal, together with supporting documents; and (b) applications for special commitments, together with a copy of the commercial bank letter of credit, to the address indicated below:

The World Bank,
Loan Department,
Delta Center, 13th Floor,
Menengai Road, Upper Hill,
Nairobi,
Kenya.
Contact Telephone number: +254 20 2936 000

(iii) Electronic Delivery (subsection 3.4) The Association may permit the Recipient to electronically deliver to the Association Applications (with supporting documents) through the Association's Client Connection, web-based portal. The option to deliver Applications to the Association by electronic means may be effected if: (a) the Recipient has designated in writing, pursuant to the terms of subparagraph (i) of this Section, its officials who are authorized to sign and deliver Applications and to receive secure identification credentials ("SIDC") from the Association for the purpose of delivering such Applications by electronic means; and (b) all such officials designated by the Recipient have registered as users of Client Connection. If the Association agrees, the Association will provide the Recipient with SIDC for the designated officials. Following which, the designated officials may deliver Applications electronically by completing Form 2380, which is accessible through Client Connection (https://clientconnection.worldbank.org). The Recipient may continue to exercise the option of preparing and delivering Applications in paper form. The Association reserves the right and may, in its sole discretion, temporarily or permanently disallow the electronic delivery of Applications by the Recipient.

(iv) Terms and Conditions of Use of SIDC to Process Applications. By designating officials to use SIDC and by choosing to deliver the Applications electronically, the Recipient confirms through the authorized signatory letter its agreement to: (a) abide by the *Terms and Conditions of Use of Secure Identification Credentials in connection with Use of Electronic Means to Process Applications and Supporting Documentation* ("Terms and Conditions of Use of Secure Identification Credentials") provided in Attachment 3; and (b) to cause such official to abide by those terms and conditions.

(v) Minimum Value of Applications (subsection 3.5). The Minimum Value of Applications is twenty percent of the Designated Account Ceiling.

From the Client Connection website, you will be able to download Applications, monitor the near real-time status of the Credit and retrieve related policy, financial, and procurement information.

If you have not already done so, the World Bank recommends that you register as a user of the Client Connection website (https://clientconnection.worldbank.org). From this website you will be able to download Applications, monitor the near real-time status of the Grant, and retrieve related policy, financial, and procurement information. All Recipient officials authorized to sign and deliver Applications by electronic means are required to register with Client Connection before electronic delivery can be affected. For more information about the website and registration arrangements, please contact the World Bank by email at <clientconnection@worldbank.org>.

If you have any queries in relation to the above, please contact Aissatou Diallo, Sr. Finance Officer at LOAAFR@worldbank.org using the above reference.

Yours sincerely,
INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION

By _____
Eustache Ouayoro
Country Director for the Republic of Congo
Africa Region

Attachments

1. *World Bank Disbursement Guidelines for Projects*, dated May 1, 2006
2. Form for Authorized Signatures
3. *Terms and Conditions of Use of Secure Identification Credentials in connection with Use of Electronic Means to Process Applications and Supporting Documentation*, dated March 1, 2013
4. Statement Of Expenditures (SOEs)
5. Customized Statement of Expenditures
6. Form of "Payments against contracts subject to the World Bank's prior review"
7. Designated Account Reconciliation Statement

(vi) Advances (sections 5 and 6).

- *Type of Designated Account (subsection 5.3):* Segregated
  Currency of Designated Account (subsection 5.4): CFA Francs (CFAF)
  Financial Institution at which the Designated Account Will Be Opened (subsection 5.5): Credit du Congo
  Ceiling (subsection 6.1): CFAF 500,000,000

III. Reporting on Use of Financing Proceeds

(i) Supporting Documentation (section 4). Supporting documentation should be provided with each application for withdrawal as set out below:

- *For requests for Reimbursement:*
  - Statement of Expenditure in the form attached (Attachment 4) for all other expenditures / contracts; and
  - Customized Statement of Expenditures in the form attached (Attachment 5) for the Cash Program under Part 2 of the Project
  - List of payments against contracts that are subject to the World Bank's prior review, in the form attached (Attachment 6)

- *For reporting eligible expenditures paid from the Designated Account:*
  - Statement of Expenditure in the form attached (Attachment 4) for all other expenditures / contracts; and
  - Customized Statement of Expenditures in the form attached (Attachment 5) for the Cash Program under Part 2 of the Project
  - List of payments against contracts that are subject to the World Bank's prior review, in the form attached (Attachment 6)

- *For requests for Direct Payment:* Records evidencing eligible expenditures, e.g., copies of receipts, supplier invoices

(ii) Frequency of Reporting Eligible Expenditures Paid from the Designated Account (subsection 6.3): monthly.

(iii) Other Supporting Documentation Instructions:

Please attach bank statements and a Designated Account Reconciliation Statement (Attachment 7) to each application for advances to the Designated Account.

All other supporting documentation for SOEs should be retained by the project management or Recipient and must be made available for review by periodic World Bank missions and internal and external auditors.

IV. Other Important Information

For additional information on disbursement arrangements, please refer to the Disbursement Handbook available on the World Bank's public website at https://www.worldbank.org and its secure website "Client Connection" at https://clientconnection.worldbank.org. Print copies are available upon request.

Drafted by A. Diallo (CTRLA)

Cleared with and cc: Christine Makori (LEGAM)
Philippe George (AFTSW)

Bcc: B. Diallo (AFTMW) F. Diallo , M. DeMarigny (CTRLA)

Cc with copies: Ministère des Affaires Sociales de l'Action Humanitaire et de la Solidarité" (MASAHS)
LISUNGI team/Project Management Unit

Attachment 2

Form of Authorized Signatory Letter
[Letterhead]
Ministry of Financc
[Street address]
[City] [Country]

[DATE]

The World Bank
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433
United States of America

Attention: [Country Director]

Re: Congo IDA Credit No. 5358-CG
(Lisungi Safety Nets System Project)

I refer to the Financing Agreement ("Agreement") between the International Development Association (the "Association") and the Republic of Congo (the "Recipient"), dated _____, providing the above Financing. For the purposes of Section 2.03 of the General Conditions as defined in the Agreement, any [1][one] of the persons whose authenticated specimen signatures appear below is authorized on behalf of the Recipient to sign applications for withdrawal [and applications for a special commitment] under this Financing.

For the purpose of delivering Applications to the Association, [2][each] of the persons whose authenticated specimen signatures appears below is authorized on behalf of the Recipient, acting [3][individually] [4][jointly], to deliver Applications, and evidence in support thereof on the terms and conditions specified by the Association.

[5][This confirms that the Recipient is authorizing such persons to accept Secure Identification Credentials (SIDC) and to deliver the Applications and supporting documents to the Association by electronic means. In full recognition that the Association shall rely upon such

---

[1] Instruction to the Recipient: Stipulate if more than one person needs to sign Applications, and how many or which positions, and if any thresholds apply. *Please delete this footnote in final letter that is sent to the Association.*

[2] Instruction to the Recipient: Stipulate if more than one person needs to *jointly* sign Applications, if so, please indicate the actual number. *Please delete this footnote in final letter that is sent to the Association.*

[3] Instruction to the Recipient: Use this bracket if any one of the authorized persons may sign; if this is not applicable, please delete. *Please delete this footnote in final letter that is sent to the Association.*

[4] Instruction to the Recipient: Use this bracket only if several individuals must jointly sign each Application; if this is not applicable, please delete. *Please delete this footnote in final letter that is sent to the Association.*

[5] Instruction to the Recipient: Add this paragraph if the Recipient wishes to authorize the listed persons to accept Secure Identification Credentials and to deliver Applications by electronic means; if this is not applicable, please delete the paragraph. *Please delete this footnote in final letter that is sent to the Association.*

representations and warranties, including without limitation, the representations and warranties contained in the *Terms and Conditions of Use of Secure Identification Credentials in connection with Use of Electronic Means to Process Applications and Supporting Documentation* ("Terms and Conditions of Use of SIDC"), the Recipient represents and warrants to the Association that it will cause such persons to abide by those terms and conditions.]

This Authorization replaces and supersedes any Authorization currently in the Association records with respect to this Agreement.

[Name], [position] Specimen Signature: _____

[Name], [position] Specimen Signature: _____

[Name], [position] Specimen Signature: _____

Yours truly,

/ signed /

_____

[Position]

Attachment 3

Terms and Conditions of Use of Secure Identification Credentials in connection with Use of Electronic Means to Process Applications and Supporting Documentation

March 1, 2013

The World Bank (Bank)[1] will provide secure identification credentials (SIDC) to permit the Borrower[2] to deliver applications for withdrawal and applications for special commitments under the Agreement(s) and supporting documentation (such applications and supporting documentation together referred to in these Terms and Conditions of Use as Applications) to the Bank electronically, on the terms and conditions of use specified herein.

SIDC can be either: (a) hardware-based (Physical Token), or (b) software-based (Soft Token). The Bank reserves the right to determine which type of SIDC is most appropriate.

A. Identification of Users

1. The Borrower will be required to identify in a completed Authorized Signatory Letter (ASL) duly delivered to and received by the Bank each person who will be authorized to deliver Applications. The Bank will provide SIDC to each person identified in the ASL (Signatory), as provided below. The Borrower shall also immediately notify the Bank if a Signatory is no longer authorized by the Borrower to act as a Signatory.

2. Each Signatory must register as a user on the Bank's Client Connection (CC) website (https://clientconnection.worldbank.org) prior to receipt of his/her SIDC. Registration on CC will require that the Signatory establish a CC password (CC Password). The Signatory shall not reveal his/her CC Password to anyone or store or record the CC Password in written or other form. Upon registration as a CC user, the Signatory will be assigned a unique identifying account name.

B. Initialization of SIDC

1. Prior to initialization of SIDC by a Signatory, the Signatory will acknowledge having read, understood and agreed to be bound by these Terms and Conditions of Use.

2. Where a Physical Token is to be used, promptly upon receipt of the Physical Token, the Signatory will access CC using his/her account name and CC Password and register his/her Physical Token and set a personal identification number (PIN) to be used in connection with the use of his/her Physical Token, after which the Physical Token will be initialized for use by the Signatory exclusively for purposes of delivering Applications. Where a Soft Token is to be used, the Signatory will access CC using his/her account name and CC Password and set a personal identification number (PIN) to be used in connection with the use of his/her Soft Token, after which the Soft Token will be initialized for use by the Signatory exclusively for purposes of

[1] "Bank" includes IBRD and IDA.
[2] "Borrower" includes the borrower of an IBRD loan, IDA credit, or Project Preparation Facility advance and the recipient of a grant.

delivering Applications. Upon initialization of the SIDC, the Signatory will be a "SIDC User". The Bank will maintain in its database a user account (Account) for each SIDC User for purposes of managing the SIDC of the SIDC User. Neither the Borrower nor the SIDC User will have any access to the Account.

3. Prior to first use of the SIDC by the SIDC User, the Borrower shall ensure that the SIDC User has received training materials provided by the Bank in use of the SIDC.

C. Use of SIDC

1. Use of the SIDC is strictly limited to use in the delivery of Applications by the SIDC User in the manner prescribed by the Bank in the Agreement(s) and these Terms and Conditions. Any other use of the SIDC is prohibited.

2. The Bank assumes no responsibility or liability whatsoever for any misuse of the SIDC by the SIDC User, other representatives of the Borrower, or third parties.

3. The Borrower undertakes to ensure, and represents and warrants to the Bank (such representation and warranty being expressly relied upon by the Bank in granting SIDC) that each SIDC User understands and will abide by, these Terms and Conditions of Use, including without limitation the following:

4. **Security**

4.1. The SIDC User shall not reveal his/her PIN to anyone or store or record the PIN in written or other form.

4.2. The SIDC User shall not allow anyone else to utilize his/her SIDC to deliver an Application to the Bank.

4.3. The SIDC User shall always logout from CC when not using the system. Failure to logout properly can create a route into the system that is unprotected.

4.4. If the SIDC User believes a third party has learned his/her PIN or has lost his/her Physical Token he/she shall immediately notify clientconnection@worldbank.org.

4.5. The Borrower shall immediately notify the Bank at clientconnection@worldbank.org of any lost, stolen or compromised SIDC, and take other reasonable steps to ensure such SIDC are disabled immediately.

5. **Reservation of Right to Disable SIDC**

5.1. The Borrower shall reserve the right to revoke the authorization of a SIDC User to use a SIDC for any reason.

5.2. The Bank reserves the right, in its sole discretion, to temporarily or permanently disable a SIDC, de-activate a SIDC User's Account or both.

6. **Care of Physical Tokens**

6.1. Physical Tokens will remain the property of the Bank.

6.2. The Bank will physically deliver a Physical Token to each Signatory designated to receive one in a manner to be determined by and satisfactory to the Bank.

6.3. Physical Tokens contain delicate and sophisticated instrumentation and therefore should be handled with due care, and should not be immersed in liquids, exposed to extreme temperatures, crushed or bent. Also, Physical Tokens should be kept more than five (5) cm from devices that generate electromagnetic radiation (EMR), such as mobile phones, phone-enabled PDAs, smart phones and other similar devices. Physical Tokens should be carried and stored separate from any EMR device. At close range (less than 5 cm), these devices can output high levels of EMR that can interfere with the proper operation of electronic equipment, including the Physical Token.

6.4. Without derogating from these Terms and Conditions of Use, other technical instructions on the proper use and care of Physical Tokens are available at http://www.rsa.com.

7. Replacement

7.1. Lost, damaged, compromised (in terms of 4.5, above) or destroyed Physical Tokens will be replaced at the expense of the Borrower.

7.2. The Bank reserves the right, in its sole discretion, not to replace any Physical Token in the case of misuse, or not to reactivate a SIDC User's Account.

Attachment 4

The World Bank
APPLICATION FOR ITHDRAWAL
STATEMENT OF EXPENDITURES
(S0E)[3]

CONTRACT ETAIL Category No. _____

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Item No.	Name and Address of Contractors/Suppliers	Contract or Purchase order No. & Date (or other ref.)	Brief Description of Goods, Works or Services	Currency and Total Amount of Contract	Total amount invoices covered by application (net of retention)	Elig. %	Invoice Amount Eligible for Financing	Amount Paid From Designated Account (if any)	Date of Payment	Remarks
				TOTALS						

[3] Supporting documents for this SOE retained at:(insert location)

Attachment 5

The World Bank
APPLICATION FOR WITHDRAWAL
CUSTOMIZED STATEMENT OF EXPENDITURES[4] (S0E)

Data

Category No.

1	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Item No.	Name and Address of Payment Agency	Number Eligible Beneficiary Households	Amount per Beneficiary	Total Amount Paid	Elig. %	Amount Eligible for Financing	Amount Paid From Designated Account (if any)	Date of Payment	Remarks
				TOTALS					

Certification

[The Recipient hereby certifies that the Beneficiaries paid were selected in line with the Procedures and Eligibility Criteria specified in the in Section I.C.1 of Schedule 2 to the Agreement]

Name and Title of Authorized Representative

[4] Supporting documents for this SOE retained at:(insert location)

Attachment 6

Payments Made during Reporting Period
Against Contracts Subject to the Bank's Prior Review

Contract Number	Supplier	Contract Date	Contract Amount	Date of WB's No-Objection to Contract	Amount Paid to Supplier during Period	WB's Share of Amount Paid to Supplier during Period

Attachment 7

DESIGNATED ACCOUNT RECONCILIATION STATEMENT

LOAN NUMBER _____
ACCOUNT NUMBER _____ WITH (BANK) _____

1. TOTAL ADVANCED BY WORLD BANK (OR COFINANCIER) $ _____

2 LESS: TOTAL AMOUNT RECOVERED BY WORLD BANK - $ _____

3. EQUALS PRESENT OUTSTANDING AMOUNT ADVANCED TO THE DESIGNATED ACCOUNT (NUMBER 1 LESS NUMBER 2) = $ _____

==========

4. BALANCE OF DESIGNATED ACCOUNT PER ATTACHED BANK STATEMENT AS OF DATE _____ $ _____

5. PLUS: TOTAL AMOUNT CLAIMED IN THIS APPLICATION NO. _____ + $ _____ *

6. PLUS: TOTAL AMOUNT WITHDRAWN AND NOT YET CLAIMED REASON: _____ + $ _____ *

7. PLUS: AMOUNTS CLAIMED IN PREVIOUS APPLICATIONS NOT YET CREDITED AT DATE OF BANK STATEMENTS

APPLICATION NO.	AMOUNT *
_____	_____

SUBTOTAL OF PREVIOUS APPLICATIONS NOT YET CREDITED + $ _____

8. MINUS: INTEREST EARNED - $ _____ *

9. TOTAL ADVANCE ACCOUNTED FOR (NO. 4 TOUGH NO. 9) = $ _____

10. EXPLANATION OF ANY DIFFERENCE BETWEEN THE TOTALS APPEARING ON LINES 3 AND 9:

_____

11. DATE: _____ SIGNATURE: _____

TITLE: _____

* ALL ITEMS SHOULD BE INDICATED ON THE BANK STATEMENT